

La lettre des élus communistes et républicains de Loire-Atlantique *numéro 1*

AU SOMMAIRE DE CE NUMERO :

- La lettre des élus de St Herblain
- La lettre des élus communistes et républicains de Rezé (à télécharger)
- L'hommage de Trignac à Dulcie September
- La réforme des rythmes scolaires à Nantes
- Communiqué sur l'AGO et sur Arcelor
- Panorama des actualités ANECR ainsi que de nos députés et sénateurs

TABLE DES MATIERES

- Les élus du département
- Les communiqués
- Les députés et sénateurs



Voici le premier numéro de la lettre électronique des élus communistes et républicains de Loire-Atlantique. A un rythme bi mensuel, cet outil nous permettra de mieux donner à voir l'activité de chacun d'entre vous ainsi que de suivre les dernières réactions des élus communistes au niveau national.

Les élus du département à l'offensive

- La lettre des élus communistes et républicains de Rezé (à télécharger)

Au sommaire : La démocratie Locale Rezé ville pionnière - Page 3 : Migrations pendulaires - le partage en culture - Page 4 : De la rue au conseil municipal : L'auditorium pour tomber les murs..... Un nouveau souffle pour le quartier Hôtel de ville ... Votes des grands dossiers ... Des relations claires, des projets nombreux

- La lettre des élus communistes et républicains de St Herblain (téléchargeable)



Au sommaire : Un budget offensif au service des herblinois et les HLM sont notre bien commun !

- Trignac : hommage à Dulcie September

A l'invitation de Daniel Breuillet Maire d'Arcueil et de S.E Dolona Msimang Ambassadeur de la République d'Afrique du Sud en France Lauriane Picaud Conseillère Municipale à Trignac a rappelé que la ville de Trignac, était la commune où elle avait fait son dernier débat public invité par l'association « femmes Solidaires » avant d'être sauvagement abattue.

Cet hommage s'est déroulé en présence du neveu de Dulcie et de nombreuses personnalités engagées contre l'apartheid, des collégiens Par des poèmes, des hymnes, des lectures, des chants, des fleurs, un très bel hommage a été rendu à Dulcie September, représentante de l'ANC en France, assassinée à Paris, le 29 mars

LIENS

Site National

Fédération de Loire Atlantique

Mouvement des Jeunes Communistes de France MJCF44

Union des Etudiants Communistes

Elunet

LIENS PRESSE

Les Nouvelles de Loire Atlantique

L'Humanité

La Terre

Economie et Politique

La Revue du Projet

AGENDA

Sam 20 Avr 2013 – 09 :00
Rencontres citoyennes du Front de Gauche

CONTACTS REDACTEUR :
robin.salecroix@hotmail.fr - tél.:
06.23.28.64.29

1988

Dulcie n'avait de cesse de dénoncer en tous lieux l'apartheid, elle a sacrifié sa vie pour celle de son peuple. Elle avait un idéal de justice et de droit à vivre dans la dignité pour tous.

Son amie Jacqueline Dérens a écrit « une vie pour la liberté, » livre consacré à Dulcie September, un exemplaire a été remis a chacun des collégiens de l'établissement qui porte son nom. Ce livre sortira en mai prochain, J Dérens viendra présenter cet ouvrage dans notre département. Rendre hommage à Dulcie c'est poursuivre le combat exigeant qu'elle menait contre le racisme, les discriminations sexistes et l'exploitation des plus pauvres conclue l'élue

- Application de la réforme des rythmes scolaires pour la ville de Nantes (version complète téléchargeable)(Extraits)



Pour les élus communistes, la mise en place des rythmes scolaires en 2013 appelle cette même réflexion et concertation. Non pas sur la question de savoir si c'est en 2013 ou en 2014 qu'il nous faut l'appliquer mais sur le fond, sur les conditions de sa mise en œuvre pour une réelle amélioration du temps scolaire des enfants, des moyens accrus pour les collectivités et pour l'Education nationale dans des rôles et des missions clairement redéfinis permettant des coopérations et un co-pilotage efficaces.

Les inconvénients pour les élèves de la semaine de 4 jours, imposée par la droite, ont été révélés ; l'exposé de Monsieur TESTU l'a démontré et est éloquent de ce point de vue. Ainsi, le passage de 4 jours à 4 jours ½ permet ce rééquilibrage du temps scolaire. Il porte de nouvelles exigences en matière de périscolaire. Les conseils d'école ont été marqué par cette exigence d'un périscolaire de qualité, souhaitant des partenariats innovants avec des associations culturelles, sportives... La mise en œuvre de ces activités dans le cadre d'un projet éducatif de qualité et égalitaire est aujourd'hui essentielle. *A noter que 22,3 % des élèves changeront de rythme scolaire dès la rentrée scolaire 2013, chiffre signifiant la diversité de la mise en place de cette mesure en fonction des réalités de chaque collectivité.*

N'hésitez pas à nous communiquer vos déclarations, communiqués ou tracts que vous souhaiteriez voir figurer dans cette lettre électronique ! (Contacts en fin de page)

Les derniers communiqués

- Aéroport du grand ouest



Un projet confirmé : place aux améliorations et au chantier !

Les commissions du dialogue, agricole et de la loi sur l'eau qui travaillent depuis décembre 2012 ont remis leur rapport au gouvernement. Ces trois commissions confirment l'utilité du transfert de l'aéroport à NDDL. Cela valide s'il en était besoin le bien fondé du choix des collectivités de s'être engagé dans ce projet.

La fédération du PCF se félicite de cette issue. C'est une bonne nouvelle pour le grand ouest ses populations et ses entreprises. Elle soutient cette réalisation d'intérêt général qui doit permettre au grand ouest de poursuivre son développement économique social et culturel tout en améliorant la qualité de vie des populations actuellement survolées. Les trois commissions ont émis des recommandations et des propositions d'amélioration du projet. Elles doivent être prises en compte par l'Etat (Maître d'ouvrage) et par Vinci (Constructeur exploitant).

La fédération du PCF note aussi avec satisfaction la prise en compte par l'ensemble des collectivités concernées des raccordements ferroviaires : le tram train à la mise en service de l'aéroport et les lignes nouvelles Nantes – Rennes - Sud Bretagne dans un autre délai. Nous resterons attentifs à l'accès aérien de l'usine airbus de Bouguenais. C'est à nos yeux des éléments incontournables de la qualité environnementale et de la fonctionnalité de ce futur aéroport. Les communistes sont donc satisfaits d'avoir pu contribuer ainsi à ce dialogue complémentaire, où chacun aura été entendu. Cela doit permettre de sortir de cette situation de tensions inacceptables qu'ont subi les populations de loire-atlantique. Il s'agit maintenant d'entrer dans la phase active de cette réalisation.

Aymeric SEASSAU Secrétaire départemental du PCF

Nantes, le 10/04/13 Plus d'infos ici : <http://www.pcf44.fr>

- Le gouvernement doit revoir sa copie : Il faut mettre Mittal sous contrôle public

Je me suis rendu hier avec de nombreux élus et militants communistes au débat public à l'invitation des syndicats CGT sur l'avenir d'Arcelor Mittal à Basse-Indre et Florange. **Si l'accord conclu en Décembre entre le gouvernement et Mittal est appliqué, c'est toute la filière sidérurgique française qui se retrouverait affaiblie.**

Il y avait le rapport Faure, remis à Arnaud Montebourg qui avançait une « solution nationale » comme la meilleure hypothèse pour

Florange. Jeudi sera rendu public le rapport Secafi-Alpha issu du droit d'alerte gagné dans la lutte grâce à la grande mobilisation des salariés de Basse-Indre en Décembre. Il met clairement en garde contre les « très forts risques d'échec du projet » proposé par Mittal et le gouvernement.

Nous disons STOP : l'avenir de la sidérurgie française est une cause nationale. Les salariés d'Arcelor Mittal sont porteurs de propositions concrètes et cohérentes, il faut les entendre. Avec eux, nous restons mobilisés !

Une commission d'enquête parlementaire sur la sidérurgie française présidée par le député communiste Alain Boquet s'est mise au travail. Il y a urgence ! **Nous demandons que soient réunis rapidement l'ensemble des élus concernés par les sites Arcelor-Mittal en présence des organisations syndicales pour mettre en œuvre dès aujourd'hui un projet industriel alternatif. Le gouvernement doit revoir sa copie !**

Nous ne laisserons pas Mittal affaiblir à nouveau la sidérurgie française, il faut le mettre sous contrôle public !

Aymeric SEASSAU Secrétaire départemental du PCF

L'ANECR/ADECR

- **Acte III. Le gouvernement contraint de reculer : Un encouragement à poursuivre pour une autre réforme !**



Déclaration de l'ANECR

Faisant suite à la demande du Sénat, le premier ministre vient d'annoncer le retrait sous sa forme actuelle du projet de loi dit « acte III de la décentralisation ». Il annonce sa division en trois parties- la première, concernant la métropole et devant être soumise au Sénat dès ce printemps, la seconde sur le rôle des régions, la troisième sur les compétences et les solidarités territoriales - et l'étalement dans le temps de l'examen parlementaire de ces différents aspects.

Plus d'infos ici : <http://www.elunet.org/spip.php?article26681>

- **Expulsions : exigeons un moratoire pour 2013 et la mise en**

œuvre d'une sécurité sociale du logement

mercredi 13 mars 2013

En raison de la rigueur climatique le gouvernement vient de décider le report de quinze jours de la trêve hivernale des expulsions. Décision humaine sans doute, à minima nécessaire au regard du climat, mais très éloignée de la mesure attendue et indispensable pour traiter de façon radicalement nouvelle et durable la question du droit au logement pour tous, tout au long de la vie, notamment pour toutes les victimes de la crise économique et sociale.

Au regard du nombre d'impayés de loyers : 500 000, des 113 000 décisions judiciaires d'expulsion rendues en 2011, de l'incessante progression des expulsions avec le concours de la force publique, de l'augmentation du chômage, de la précarité, de la pauvreté, du nombre de demandeurs de logement sociaux et du niveau insuffisant de production de logement accessibles à tous, le gouvernement ne peut limiter son intervention au report de la date des expulsions et d'une interdiction de celles ci pour les seuls prioritaires du Dalo.

Par ailleurs le plan d'urgence pour le logement, avec sa mesure la plus emblématique est celle de la TVA ramenée à 5% pour la construction de logements sociaux et les rénovations thermiques. Les élu-es communistes affirment que cette mesure reste trop limitée et demeure injuste pour les locataires car elle ne porte pas sur les réhabilitations et l'entretien qui seront plus coûteux avec une augmentation de 7 à 10%. Elle en porte pas non plus sur l'accession sociale à la propriété.

Info locale : [Une charte](#) a été signée entre tous les bailleurs et le CG pour empêcher un maximum d'expulsions. 150 expulsions ont eu lieu en L.A en 2012. Jean Louis Le Corre, alors CG, était à l'initiative de cette charte .Pour avoir accès à la charte cliquez ici

Plus d'infos ici : <http://www.elunet.org/spip.php?article24632>

- Droit pour tous les résidents étrangers dès 2014 !

La vie locale est un lieu essentiel de la vie démocratique et il n'existe aucune raison pour que toutes celles et tous ceux qui résident sur ces territoires n'y participent pas de façon égale. Il est temps de franchir une nouvelle étape pour l'élargissement du suffrage universel, la démocratie, la cohésion sociale et pour l'égalité des droits. Les promesses électorales faites depuis plus de trente ans, approuvées par les électeurs(trices) à au moins quatre reprises, depuis 1981, doivent maintenant être tenues.

Les élus communistes et républicains du département sont encouragés à proposer des vœux allant dans le sens du droit de vote des résidents étrangers dès 2014. Vous pourrez trouver plusieurs exemples sur le site www.elunet.org

Nos députés et sénateurs

- Les députés communistes réagissent au vote de l'ANI

Le vote sur l'ANI : plus d'abstention que de « pour »

Mercredi 10 avril 2013

C'est par un véritable vote de défiance que la représentation nationale a sanctionné la copie du Medef et du ministre Sapin. Il s'est trouvé moins de parlementaires pour voter ce texte de casse sociale que pour s'abstenir ! L'abstention s'est propagée dans tous les groupes de la gauche. Le Gouvernement doit désormais en tirer les conséquences et suspendre l'examen de ce projet de loi. Les député-e-s du Front de gauche, quant à eux, sont fiers de leur combat, et d'avoir porté la voix de ceux qui refusent cette régression sociale. Ils appellent à la mobilisation générale de toutes les forces du changement, de la gauche dans sa multiplicité, pour conduire au rejet de ce texte de précarisation.

www.groupe-communiste.assemblee-nationale.fr/

- Nos sénateurs veulent enquêter sur le rôle des banques dans l'évasion fiscale

Par le groupe CRC / 5 avril 2013

Les sénateurs du groupe CRC ont décidé vendredi 5 avril de demander au Sénat la création d'une commission d'enquête sur le rôle des banques dans l'évasion fiscale et sur l'efficacité du dispositif législatif, juridique et administratif destiné à la combattre.

Les comptes bancaires détenus à l'étranger par l'ex-ministre M. Jérôme Cahuzac mettent une nouvelle fois en évidence le scandale de la fuite des capitaux, que cette fuite soit légale ou illégale. Les sénateurs du groupe CRC avaient déjà obtenu l'an dernier la mise en place d'une commission d'enquête sur la réalité de l'évasion fiscale.

M. Eric Bocquet, le rapporteur a pu démontrer l'existence du départ de 40 milliards d'euros de notre pays. Il a démonté les mécanismes tortueux de ces pratiques financières. Aujourd'hui, il faut franchir une étape : souligner le rôle inadmissible des banques qui contre leur pays, contre les peuples, contre le développement économique favorisent l'évasion fiscale. Il faut stopper ce fléau et le sanctionner. Il faut donc s'interroger sur les dispositifs actuels en place pour combattre l'évasion fiscale et proposer des pistes nouvelles et radicales.

Il est possible de faire face au choc dévastateur des aveux de M. Jérôme Cahuzac en réagissant vite et fortement. Il faut assainir la vie publique. C'est une certitude et la vérité doit être établie. Mais

pour y parvenir, il faut mettre un terme à la dérive financière alimentée par le système bancaire international. La commission d'enquête que le groupe CRC a décidé de déposer au titre de son droit de tirage annuel contribuera modestement mais sûrement au combat contre la dangereuse influence de la finance sur la société.

www.groupe-crc.org/